



examencivique.fr

La plateforme de préparation à l'examen civique

40 questions officielles pour se préparer à l'examen civique

Testez vos connaissances avant le jour J

Ce document présente 40 questions couvrant l'ensemble des thématiques au programme de l'examen civique, conformément au référentiel officiel de l'arrêté du 10 octobre 2025.

Il s'inspire des fiches officielles du Ministère de l'Intérieur et du Journal officiel de la République française du 12 octobre 2025.

Thème 1 : Principes & Valeurs de la République

Thème 2 : Système institutionnel & Politique

Thème 3 : Droits & Devoirs

Thème 4 : Histoire, Géographie & Culture

Thème 5 : Vivre dans la société française

Important : Ce document vous permet de vous tester sur les grandes thématiques au programme. L'examen civique requiert **32 bonnes réponses sur 40 pour être validé**. Une préparation sérieuse reste indispensable pour examen civique du premier coup.

THÈME 1 : Principes et valeurs de la République (11 questions)

Question 1 : Que proclame l'article 1er de la Constitution française ?

- A. La souveraineté nationale appartient au peuple
- B. La langue de la République est le français
- C. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale
- D. La France est une démocratie parlementaire

La bonne réponse est : La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Question 2 : Que signifie la devise « Liberté » dans la République française ?

- A. Chaque citoyen peut agir sans aucune limite
- B. La liberté s'exerce dans le respect des autres et de leur diversité
- C. La liberté concerne uniquement les citoyens français
- D. La liberté est réservée aux personnes nées en France

La bonne réponse est : La liberté s'exerce dans le respect des autres et de leur diversité.

Question 3 : Quelle est la devise de la République française ?

- A. Unité, Solidarité, Démocratie
- B. Paix, Justice, Liberté
- C. Nation, Égalité, Patrie
- D. Liberté, Égalité, Fraternité

La bonne réponse est : Liberté, Égalité, Fraternité.

Question 4 : Quel est l'hymne national français ?

- A. Le Chant du Départ
- B. La Marseillaise
- C. L'Hymne à la Joie
- D. La Brabançonne

La bonne réponse est : La Marseillaise.

THÈME 1 : Principes et valeurs de la République (11 questions)

Question 5 : Que précise l'article 2 de la Constitution sur la langue de la République ?

- A. Le français est la langue obligatoire pour tous les résidents
- B. Le français et l'anglais sont les deux langues officielles
- C. Le français est la langue de la République française
- D. Chaque région peut choisir sa langue officielle

La bonne réponse est : Le français est la langue de la République française.

Question 6 : Que représente la laïcité en France ?

- A. L'interdiction de pratiquer une religion sur le territoire français
- B. La neutralité de l'État à l'égard des religions et la liberté de conscience de chacun
- C. L'obligation pour l'État de financer les cultes reconnus
- D. La supériorité des valeurs chrétiennes dans la loi française

La bonne réponse est : La neutralité de l'État à l'égard des religions et la liberté de conscience de chacun.

Question 7 : Quelle loi fonde le principe de laïcité et la séparation des Églises et de l'État en France ?

- A. La loi du 14 juillet 1880
- B. La loi du 16 juin 1881
- C. La loi du 9 décembre 1905
- D. La loi du 1er juillet 1972

La bonne réponse est : La loi du 9 décembre 1905.

Question 8 : Quelle est la règle applicable à un agent de la fonction publique concernant la laïcité ?

- A. Il peut porter des signes religieux discrets pendant son service
- B. Il est soumis au principe de neutralité et ne peut pas manifester ses convictions religieuses dans l'exercice de ses fonctions

THÈME 1 : Principes et valeurs de la République (11 questions)

- C. Il est libre d'exprimer ses croyances à condition que ses collègues soient d'accord
- D. Il doit déclarer sa religion à son employeur lors de son recrutement

La bonne réponse est : Il est soumis au principe de neutralité et ne peut pas manifester ses convictions religieuses dans l'exercice de ses fonctions.

Question 9 : Votre voisin vous demande d'adhérer à son mouvement religieux de façon insistante et répétée. Que dit la loi française à ce sujet ?

- A. C'est autorisé car la liberté de religion inclut le droit de convaincre
- B. C'est toléré dans la sphère privée
- C. Le prosélytisme abusif peut être limité dans le respect des principes constitutionnels
- D. Seul le juge peut décider si c'est légal ou non

La bonne réponse est : Le prosélytisme abusif peut être limité dans le respect des principes constitutionnels.

Question 10 : Vous êtes usager d'un service public. Quelle est la règle concernant l'expression de vos convictions religieuses ?

- A. Vous devez cacher toute appartenance religieuse dès que vous entrez dans un bâtiment public
- B. Vous pouvez exprimer vos convictions dans la limite du respect de l'ordre public, sans prosélytisme
- C. Vous pouvez exiger d'être reçu par un agent de même religion que vous
- D. Vous pouvez refuser d'être servi par un agent de sexe opposé pour motif religieux

La bonne réponse est : Vous pouvez exprimer vos convictions dans la limite du respect de l'ordre public, sans prosélytisme.

Question 11 : Votre enfant refuse d'assister à certains cours à l'école publique pour des raisons religieuses. Est-ce autorisé ?

- A. Oui, si les parents fournissent une attestation religieuse
- B. Oui, si l'enfant est mineur et que ses parents sont d'accord

THÈME 1 : Principes et valeurs de la République (11 questions)

- C. Non, il est interdit de choisir les enseignements en fonction de ses croyances religieuses à l'école publique
- D. Oui, à condition que l'enfant soit suivi par un établissement privé confessionnel en parallèle

La bonne réponse est : Non, il est interdit de choisir les enseignements en fonction de ses croyances religieuses à l'école publique.

THÈME 2 : Le système institutionnel et politique (6 questions)

Question 12 : Qu'est-ce que le principe de l'État de droit ?

- A. Un système dans lequel le président de la République est au-dessus des lois
- B. Un système dans lequel la loi s'applique à tous, y compris aux autorités publiques
- C. Un système dans lequel seuls les citoyens français sont soumis à la loi
- D. Un système dans lequel les lois sont votées uniquement par le gouvernement

La bonne réponse est : Un système dans lequel la loi s'applique à tous, y compris aux autorités publiques.

Question 13 : Quelles sont les trois conditions pour voter en France ?

- A. Être résident depuis 5 ans, parler français et avoir un emploi
- B. Avoir la nationalité française, être majeur et ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques
- C. Avoir la nationalité française, posséder un titre de séjour valide et être inscrit sur les listes électorales
- D. Être né en France, être majeur et avoir un casier judiciaire vierge

La bonne réponse est : Avoir la nationalité française, être majeur et ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques.

Question 14 : Qui compose le Parlement français ?

- A. Le président de la République et le Premier ministre
- B. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État

THÈME 1 : Principes et valeurs de la République (11 questions)

- C. L'Assemblée nationale et le Sénat
- D. Le gouvernement et le Sénat

La bonne réponse est : L'Assemblée nationale et le Sénat.

Question 15 : Quelle collectivité locale est responsable de la gestion des lycées en France ?

- A. La commune
- B. Le département
- C. L'État
- D. La région

La bonne réponse est : La région.

Question 16 : Quelles sont les trois institutions de l'Union européenne mentionnées au programme de l'examen civique ?

- A. La Cour de justice, la Banque centrale européenne et le Parlement européen
- B. Le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne
- C. Le Conseil d'État, la Commission européenne et le Parlement européen
- D. Le Parlement européen, la Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil de l'UE

La bonne réponse est : Le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne.

Question 17 : En quelle année l'Union européenne a-t-elle été créée officiellement ?

- A. 1957
- B. 1972
- C. 1992
- D. 2002

La bonne réponse est : 1992.

THÈME 3 : Droits et devoirs (11 questions)

Question 18 : Quel texte fondateur de 1789 garantit les droits fondamentaux en France ?

- A. La Constitution de la Ve République
- B. Le Code civil napoléonien
- C. La Charte des droits et devoirs du citoyen français
- D. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

La bonne réponse est : La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Question 19 : Qu'est-ce que la dignité humaine dans le cadre des droits fondamentaux ?

- A. Le droit de ne pas être contrôlé par la police
- B. Le droit à une retraite dès l'âge de 60 ans
- C. Une notion fondamentale garantissant l'intégrité physique et psychologique de chaque individu
- D. Le droit de choisir sa nationalité librement

La bonne réponse est : Une notion fondamentale garantissant l'intégrité physique et psychologique de chaque individu.

Question 20 : Quelles sont les obligations fiscales des personnes résidant en France ?

- A. Seuls les citoyens français ont l'obligation de payer des impôts
- B. Les impôts ne sont dus qu'à partir d'un certain niveau de revenus, sans autre obligation
- C. Payer les impôts et les cotisations sociales est une obligation légale pour toute personne résidant en France
- D. Le paiement des impôts est facultatif si l'on contribue bénévolement à la société

La bonne réponse est : Payer les impôts et les cotisations sociales est une obligation légale pour toute personne résidant en France.

THÈME 3 : Droits et devoirs (11 questions)

Question 21 : Quel est le rôle de la police et de la gendarmerie en France ?

- A. Percevoir les impôts locaux et contrôler les frontières uniquement
- B. Appliquer les lois, assurer la sécurité des personnes et des biens, et faire respecter l'ordre public
- C. Défendre le territoire en cas de guerre uniquement
- D. Gérer les affaires judiciaires et prononcer les condamnations

La bonne réponse est : Appliquer les lois, assurer la sécurité des personnes et des biens, et faire respecter l'ordre public.

Question 22 : Quelle est la définition de la fraternité républicaine selon le référentiel de l'examen civique ?

- A. Un lien fondé sur l'appartenance à la même religion ou au même groupe ethnique
- B. Une solidarité civique qui permet de voir en autrui un semblable, malgré les différences
- C. Un sentiment de camaraderie réservé aux citoyens nés en France
- D. Une entraide limitée aux membres d'une même famille ou communauté

La bonne réponse est : Une solidarité civique qui permet de voir en autrui un semblable, malgré les différences.

Question 23 : Votre employeur dans le secteur privé vous demande de retirer votre signe religieux pendant votre service pour des raisons de sécurité. Est-ce légal ?

- A. Non, c'est une discrimination religieuse systématique
- B. Non, seul l'État peut imposer des restrictions à la liberté religieuse
- C. Oui, dans le secteur privé, la liberté de manifester sa religion peut être restreinte pour des impératifs de sécurité ou de bon fonctionnement de l'entreprise
- D. Cela dépend uniquement de l'accord collectif de branche

La bonne réponse est : Oui, dans le secteur privé, la liberté de manifester sa religion peut être restreinte pour des impératifs de sécurité ou de bon fonctionnement de l'entreprise.

THÈME 3 : Droits et devoirs (11 questions)

Question 24 : Un voisin refuse systématiquement de respecter le règlement de copropriété en invoquant ses convictions religieuses. Que dit la loi française ?

- A. Ses croyances lui permettent d'être exempté des règles communes
- B. La loi interdit à quiconque de se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes
- C. Il peut saisir le juge pour obtenir une dérogation religieuse
- D. La copropriété doit adapter son règlement à ses convictions

La bonne réponse est : La loi interdit à quiconque de se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes.

Question 25 : Quelle forme de participation civique est attendue des citoyens français au fonctionnement des institutions ?

- A. Payer une taxe citoyenne annuelle et s'inscrire dans une association obligatoire
- B. Voter et, le cas échéant, être juré dans un procès
- C. Participer obligatoirement aux élections municipales chaque année
- D. Effectuer un service national de six mois minimum

La bonne réponse est : Voter et, le cas échéant, être juré dans un procès.

Question 26 : Votre collègue exerce une pression forte sur vous pour que vous changiez de religion. Quelle est la position de l'État français face à ce type de comportement ?

- A. L'État ne peut pas intervenir dans les questions de conviction religieuse entre particuliers
- B. C'est toléré si cela reste dans un cadre privé
- C. L'État punit la pression forte exercée sur une personne pour qu'elle croie ou ne croie pas
- D. Seul le tribunal ecclésiastique peut statuer sur ce type d'affaire

La bonne réponse est : L'État punit la pression forte exercée sur une personne pour qu'elle croie ou ne croie pas.

THÈME 3 : Droits et devoirs (11 questions)

Question 27 : Quelle est la définition d'une infraction en droit français ?

- A. Tout acte contraire aux coutumes locales
- B. Un comportement contraire à la loi, susceptible d'entraîner des sanctions pénales
- C. Uniquement les crimes graves punis d'emprisonnement
- D. Un manquement aux règles d'une association privée

La bonne réponse est : Un comportement contraire à la loi, susceptible d'entraîner des sanctions pénales.

Question 28 : Qu'est-ce que la polygamie en France ?

- A. Une pratique culturelle tolérée dans certaines régions
- B. Un choix personnel protégé par la liberté de mariage
- C. Une pratique interdite par la loi française
- D. Une pratique autorisée uniquement pour les résidents étrangers

La bonne réponse est : Une pratique interdite par la loi française.

THÈME 4 : Histoire, géographie et culture (8 questions)

Question 29 : En quelle année a débuté la Révolution française et quelle République a été proclamée ?

- A. 1776 : la 1^{re} République
- B. 1789 : la 1^{re} République (proclamée en 1792)
- C. 1799 : la 2^e République
- D. 1815 : la 3^e République

La bonne réponse est : 1789, la 1^{re} République (proclamée en 1792).

Question 30 : Quel président de la République a aboli la peine de mort en France ?

- A. Charles de Gaulle
- B. Georges Pompidou
- C. Valéry Giscard d'Estaing
- D. François Mitterrand

La bonne réponse est : François Mitterrand.

THÈME 4 : Histoire, géographie et culture (8 questions)

Question 31 : En quelle année les femmes ont-elles obtenu le droit de vote en France ?

- A. 1936
- B. 1944
- C. 1958
- D. 1962

La bonne réponse est : 1944.

Question 32 : Quel était le rang de la France comme destination touristique mondiale en 2025 selon le référentiel officiel ?

- A. 2e destination touristique mondiale
- B. 3e destination touristique mondiale
- C. 1re destination touristique mondiale
- D. 5e destination touristique mondiale

La bonne réponse est : 1re destination touristique mondiale.

Question 33 : Combien de personnes dans le monde parlent français selon le référentiel de l'examen civique ?

- A. 150 millions
- B. 220 millions
- C. 321 millions
- D. 450 millions

La bonne réponse est : 321 millions.

Question 34 : Quelle est approximativement la population française en 2025 selon le référentiel officiel ?

- A. 55 millions d'habitants
- B. 62 millions d'habitants
- C. 68 millions d'habitants
- D. 75 millions d'habitants

La bonne réponse est : 68 millions d'habitants.

THÈME 4 : Histoire, géographie et culture (8 questions)

Question 35 : Combien de Départements et Régions d'outre-mer (DROM) la France compte-t-elle ?

- A. 3 DROM
- B. 4 DROM
- C. 5 DROM
- D. 7 DROM

La bonne réponse est : 5 DROM.

Question 36 : En quelle année l'euro a-t-il été créé ?

- A. 1992
- B. 1999
- C. 2002
- D. 2004

La bonne réponse est : 2002.

THÈME 5 : Vivre dans la société française (4 questions)

Question 37 : Quelles sont les obligations d'un locataire en France ?

- A. Le locataire n'a aucune obligation tant qu'il paie son loyer
- B. Le locataire doit payer son loyer, entretenir le logement et respecter les règles de la copropriété
- C. Le locataire peut modifier le logement librement sans l'accord du propriétaire
- D. Le locataire est exempté de charges s'il réside depuis plus de 5 ans

La bonne réponse est : Le locataire doit payer son loyer, entretenir le logement et respecter les règles de la copropriété.

Question 38 : Qu'est-ce que le secret médical en France ?

- A. L'obligation pour le patient de ne pas divulguer son traitement à son entourage
- B. Le droit du médecin de refuser de soigner un patient sans en donner les raisons
- C. Le principe de confidentialité qui interdit au médecin de divulguer les informations médicales d'un patient sans son consentement

THÈME 5 : Vivre dans la société française (4 questions)

D. L'interdiction pour le patient de consulter un autre médecin sans autorisation

La bonne réponse est : Le principe de confidentialité qui interdit au médecin de divulguer les informations médicales d'un patient sans son consentement.

Question 39 : Quelle est la durée légale du travail en France ?

- A. 37 heures par semaine
- B. 40 heures par semaine
- C. 35 heures par semaine
- D. 39 heures par semaine

La bonne réponse est : 35 heures par semaine.

Question 40 : Jusqu'à quel âge l'instruction est-elle obligatoire en France ?

- A. 14 ans
- B. 16 ans
- C. 18 ans
- D. 20 ans

La bonne réponse est : 16 ans.

ec | Préparez votre examen civique en ligne

Ces 40 questions vous donnent un avant-goût du niveau réel de l'épreuve. L'examen civique porte sur 5 grandes thématiques et requiert 32 bonnes réponses sur 40 pour être validé. Examencivique.fr vous propose des cours, des QCM, des annales et des examens blancs pour vous préparer sérieusement.

[Commencez votre préparation sur examencivique.fr](https://examencivique.fr)